



# Comment renforcer la dimension sociale de l'UE: une perspective pour la compétitivité et la croissance

## La dimension sociale de l'UE

La dimension sociale de l'économie européenne existe, il ne s'agit pas de la créer. Le marché unique est social par nature; les nombreux avantages qu'il apporte font tout naturellement partie de la dimension sociale.

Renforcer la compétitivité de l'Europe et stimuler la croissance sont deux conditions essentielles pour approfondir la dimension sociale de l'UE. Une économie forte peut résoudre le problème du chômage galopant bien plus rapidement que de nouveaux fonds ou de nouvelles mesures administratives.

Toutefois, la solidarité au sein de l'Union n'est pas inconditionnelle; elle va de pair avec la responsabilité de toutes les parties concernées. Les États membres devraient déterminer les meilleures pratiques et les partager entre eux. Il est évident qu'il n'existe pas de solution universelle, compte tenu des contextes nationaux et régionaux très différents.

La dimension sociale n'est pas uniquement une question de répartition des ressources: créer des emplois en fait partie également. Si aucune nouvelle valeur ajoutée n'est créée grâce à la croissance économique, il n'y aura rien à distribuer.



La dimension sociale est inhérente à l'intégration européenne. La crise économique et financière a démontré que le modèle social européen a besoin d'une réforme structurelle. Le modèle européen nous distingue du reste du monde, mais il est évident que l'Europe a besoin d'un modèle social durable pour surmonter les problèmes actuels.





## Réformes: surmonter la crise de la dette, améliorer la compétitivité

Pendant des années, les États membres de l'UE ont résolu les problèmes récurrents avec des ressources inexistantes. Les périodes de croissance étaient utilisées pour accroître la consommation et non pas pour mener les réformes structurelles indispensables. La crise de la dette a exigé la mise en place de mesures d'austérité draconiennes. La situation sociale en a fortement pâti, ce qui a entraîné une augmentation significative du chômage.

Les premières mesures anti-crise ont porté leurs fruits, mais nous devons poursuivre les réformes structurelles. Il faut atteindre une croissance réelle qui ne soit plus financée par une dette excessive. Il y a lieu de poursuivre les réformes structurelles, dont l'UE a tant besoin, pour renforcer la compétitivité et favoriser la croissance en Europe.

Si la majorité s'accorde à dire que des réformes sont nécessaires pour remettre les États membres sur les rails de manière à améliorer leur compétitivité et à relever le niveau de vie de leurs citoyens, il n'y a pas de consensus sur la nature de ces réformes ni sur le rythme de leur mise en œuvre. Celle-ci pourrait prendre des décennies, ce qui incite certains à se demander comment les pays concernés pourraient maintenir un équilibre social acceptable pendant une période aussi longue.

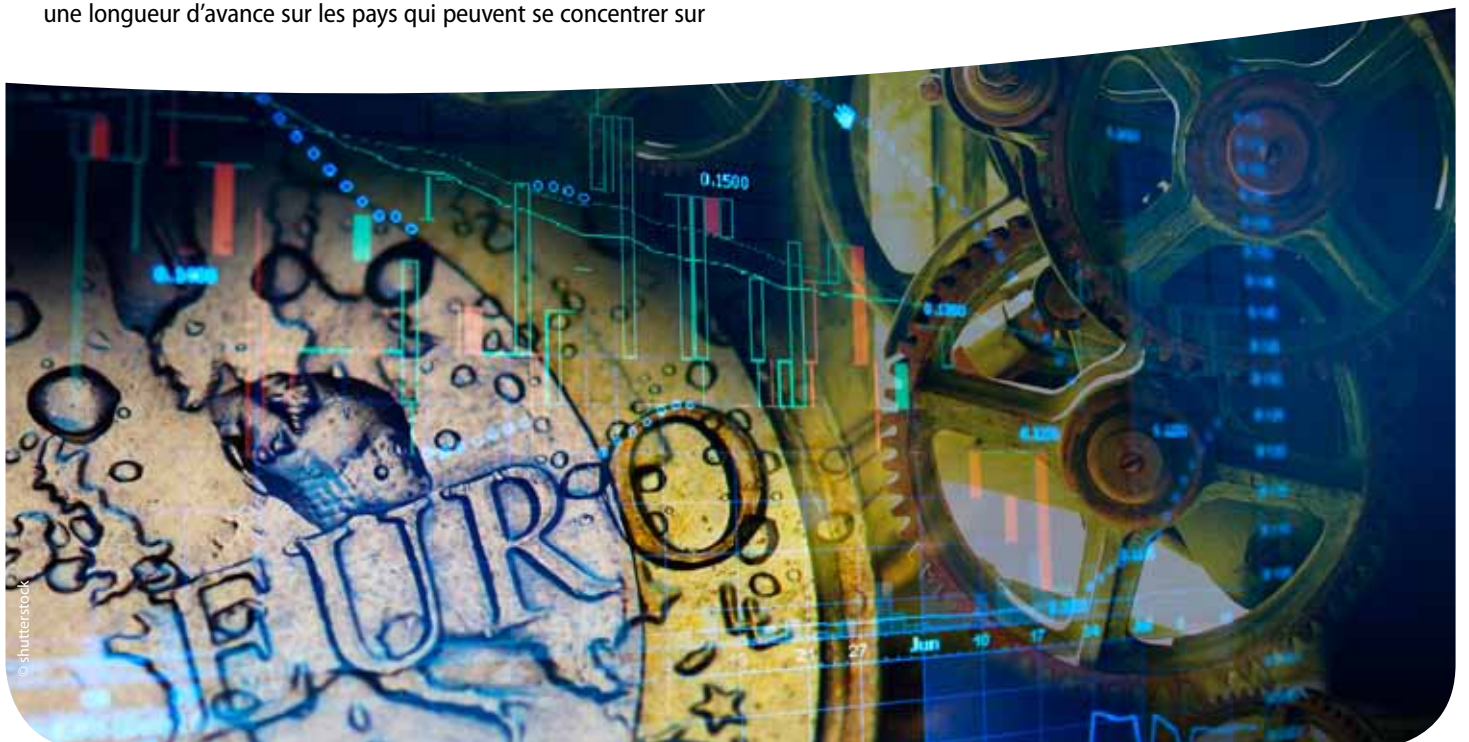
En ces temps de mondialisation profondément enracinée, l'innovation est essentielle pour permettre à l'Europe de conserver une longueur d'avance sur les pays qui peuvent se concentrer sur

une production à faible coût. L'Union européenne devrait favoriser davantage l'innovation en matière de produits et de processus et consacrer moins de ressources à la recherche fondamentale. La force de l'Europe réside dans sa capacité à produire des produits et des services de qualité pour le marché mondial.

Le marché unique européen facilite la concurrence sur le marché mondialisé; aucun État membre ne serait en mesure de relever ce défi à lui seul. Le libre-échange représente un moyen important d'améliorer la compétitivité.

Avec son excédent commercial, l'Allemagne a démontré qu'une réelle concurrence avec l'Asie est possible. Alors que les autres pays s'orientaient vers une économie axée sur les services, le gouvernement allemand a continué de développer sa base industrielle. Aujourd'hui, l'Allemagne récolte les fruits de cette décision: son économie est la plus compétitive d'Europe.

Afin d'assurer le maintien de la compétitivité, il y a lieu d'achever rapidement l'union bancaire de l'UE pour garantir un environnement économique et financier stable, un élément essentiel pour les entrepreneurs et le développement de leurs activités. L'Europe doit revoir sa politique industrielle et la considérer comme hautement prioritaire. En outre, elle doit réduire la bureaucratie et améliorer l'efficacité au niveau administratif. L'Europe souffre trop de la surréglementation.





## Le chômage des jeunes et le dialogue social

Les causes des taux alarmants de chômage des jeunes au sein de l'UE sont structurelles. Nous avons besoin de la solidarité européenne pour nous assurer qu'il n'y aura pas de génération perdue.

La garantie pour la jeunesse permet de veiller à ce que tous les jeunes de moins de 25 ans se voient proposer une offre de qualité en matière d'emploi, de formation continue, d'apprentissage ou de stage dans les quatre mois suivant leur sortie du système scolaire ou le début du chômage. Un instrument utile, ou un gaspillage d'argent, si nous ne mettons pas en place les réformes nécessaires du marché du travail?

Pour lutter contre le chômage des jeunes, la Pologne propose une solution fondée sur quatre piliers: favoriser la mobilité et la formation; promouvoir l'esprit d'entreprise et développer davantage l'esprit d'entreprise universitaire; accorder aux ONG un rôle plus actif dans des projets qui permettent aux jeunes de travailler; et enfin, rechercher un emploi pour les personnes non qualifiées à l'aide d'organisations spécifiques.

Le dialogue social est un outil important pour mettre efficacement en œuvre les



réformes structurelles. Le modèle de partenariat social allemand semble constituer un bon exemple d'approche responsable associant l'ensemble des partenaires sociaux. Il est toutefois difficile de copier ce modèle dans d'autres structures économiques et politiques en Europe. Néanmoins, c'est une approche que les autres pourraient et devraient suivre.





**Le débat relatif au renforcement de la dimension sociale de l'UE a eu lieu au cours de la réunion extraordinaire du groupe des employeurs qui s'est tenue à Berlin, en Allemagne, le 29 novembre 2013.**

**Cette réunion a été organisée en coopération avec l'Association fédérale des confédérations allemandes d'employeurs (BDA), la Fédération de l'industrie allemande (BDI) et la Chambre allemande de commerce et d'industrie (DIHK).**



**Comité économique et social européen**  
**Groupe des Employeurs**

### **À propos du groupe des employeurs**

Le groupe des employeurs réunit des entrepreneur(e)s et des représentant(e)s d'associations d'entrepreneurs de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture issus des 28 États membres de l'Union européenne. Nos membres s'engagent de bonne foi à mettre leur propre expérience au service de la poursuite du projet européen.

Le Comité économique et social européen est la seule institution européenne où siègent des entrepreneurs et des personnes engagées dans la vie économique et sociale de leur pays. Nous faisons entendre la voix des entreprises au niveau européen.



**Comité économique et social européen**

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"  
EESC-2013-78-FR  
[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)

© Union européenne, 2014  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



QE-01-13-796-FR-C  
ISBN 978-92-830-2197-1  
doi:10.2864/26835

**FR**